



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 102

Loi sur les terres du domaine public

Présentation

Présenté par
M. John Ciacchia
Ministre de l'Énergie et des Ressources

Éditeur officiel du Québec
1986

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi propose une refonte complète des dispositions de la Loi sur les terres et forêts (L.R.Q., chapitre T-9) qui portent sur l'administration des terres du domaine public et introduit une distinction entre la gestion des terres et la gestion des diverses ressources qu'elles supportent, de manière à favoriser l'utilisation polyvalente et rationnelle des terres.

Les pouvoirs de gestion à l'égard des terres sont établis au chapitre II qui prévoit notamment l'obligation de constituer un répertoire des terres du domaine public, de préparer avec les ministères concernés un plan d'affectation soumis à l'approbation du gouvernement et de tenir un registre des droits d'exploitation des ressources accordées.

Le chapitre III traite de l'octroi des droits fonciers.

Le chapitre IV établit le principe de la libre circulation sur les terres du domaine public et confie à tous les ministres ayant autorité sur une de ces terres le pouvoir de contrôler le séjour des personnes ou l'érection de bâtiments; il confie de plus au ministre responsable de l'application de la Loi le pouvoir d'autoriser la construction des chemins autres que les chemins forestiers ou miniers.

Le chapitre V prévoit la révocation des droits fonciers.

Le chapitre VI crée les infractions et en établit les sanctions.

Le chapitre VII contient les pouvoirs réglementaires du gouvernement.

Enfin, le chapitre VIII prévoit les dispositions diverses et transitoires.

Projet de loi 102

Loi sur les terres du domaine public

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

CHAPITRE I

CHAMP D'APPLICATION

1. La présente loi s'applique à toutes les terres qui font partie du domaine public du Québec, y compris le lit des cours d'eau et des lacs, de même que les parties du lit du fleuve Saint-Laurent et du Golfe du Saint-Laurent appartenant au Québec par droit de souveraineté.

CHAPITRE II

ADMINISTRATION DES TERRES

SECTION I

AUTORITÉ ET TRANSFERTS

2. Le ministre exerce à l'égard de toute terre du domaine public, les droits et pouvoirs inhérents au droit de propriété, sauf disposition contraire d'une loi, d'un décret ou d'un arrêté.

3. Sont sous l'autorité du ministre de l'Énergie et des Ressources toutes les terres sur lesquelles l'autorité n'est pas attribuée à un autre ministre ou à un organisme public par une disposition expresse d'une loi, d'un décret ou d'un arrêté pris en vertu de l'article 6.

4. Aux fins de la présente loi, on entend par « organisme public », un organisme dont le gouvernement ou un ministre nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que le personnel soit nommé ou rémunéré suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1) ou dont le fonds social fait partie du domaine public.

5. Le ministre peut acquérir tout droit immobilier au bénéfice du domaine public.

Il peut également, avec l'autorisation du gouvernement, exproprier tout droit immobilier au bénéfice du domaine public lorsqu'il juge cette acquisition dans l'intérêt public.

6. Le ministre peut, par arrêté, transférer l'autorité sur une terre à un autre ministre du gouvernement afin que ce dernier exerce à l'égard de cette terre les fonctions et pouvoirs dont il est chargé en vertu de la loi.

7. Un ministre à qui l'autorité sur une terre a été attribuée par une loi, un décret ou un arrêté pris en vertu de l'article 6 peut, par arrêté, transférer au ministre l'autorité sur cette terre lorsqu'il juge qu'elle n'est plus susceptible de servir à l'exercice des fonctions et pouvoirs dont il est chargé en vertu de la loi.

8. Le ministre peut confier par arrêté à un autre ministre l'administration d'une terre sous son autorité aux fins et conditions déterminées dans l'arrêté.

9. Dès qu'une terre n'est plus requise aux fins prévues dans un arrêté pris en vertu de l'article 8, le ministre à qui l'administration a été confiée, la remet par arrêté au ministre.

10. Le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, confier à un organisme public l'administration d'une terre.

11. Tout transfert de droits sur une terre en faveur du gouvernement du Canada, l'un de ses ministères ou organismes est réputé être une entente intergouvernementale au sens de l'article 3.7 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30).

SECTION II

IDENTIFICATION DES TERRES

12. Le ministre constitue et tient à jour un répertoire où toutes les terres sont identifiées et localisées.

13. Pour la constitution et la mise à jour du répertoire, chaque ministre et chaque organisme public désigné par le ministre doivent informer ce dernier, dans la forme qu'il détermine, de l'identification et de la localisation de chacune des terres sous leur autorité qui n'ont pas fait l'objet d'un arrêté pris en vertu de l'article 6.

Lorsqu'un ministre ou un organisme public acquiert une terre au bénéfice du domaine public ou en dispose, il doit, de la même manière, en informer le ministre au plus tard 30 jours après l'acquisition ou la disposition.

14. Tout arpentage sur une terre ou affectant ses limites doit, sous peine de nullité, être réalisé conformément aux instructions du ministre.

Sauf dans le cas où il est fait par un autre ministre, l'arpentage doit de plus être préalablement autorisé par le ministre.

15. Le ministre qui a l'autorité sur une terre peut enregistrer, à l'égard de celle-ci et suivant les prescriptions de l'article 2168 du Code civil, une déclaration énonçant l'appartenance de cette terre au domaine public.

Cet enregistrement est fait par dépôt et sans frais au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement où l'immeuble est situé.

16. Après l'enregistrement d'une déclaration en vertu de l'article 15, le ministre peut faire à l'égard de cette terre toute opération cadastrale qu'il juge utile.

S'il est découvert qu'une terre visée dans cette déclaration est grevée d'un privilège ou d'une hypothèque, le ministre doit donner à chaque créancier un avis écrit d'au moins 30 jours de son intention de faire une opération cadastrale, afin de lui permettre de faire valoir son point de vue.

Le ministre donne l'avis prévu au deuxième alinéa à la dernière personne enregistrée à titre de propriétaire. Cet avis est donné par courrier certifié à la dernière adresse qui paraît au registre des adresses.

SECTION III

PLAN D'AFFECTATION DES TERRES

17. Le ministre prépare, avec la collaboration des ministères concernés, un plan d'affectation des terres du domaine public.

Le plan indique la vocation des terres en conformité avec les objectifs et les orientations que le gouvernement et ses ministères concernés y poursuivent ou entendent y poursuivre en matière de conservation et de mise en valeur des ressources et d'utilisation du territoire.

18. Le plan est approuvé par le gouvernement.

19. Lorsque le plan d'affectation porte sur des terres comprises dans le territoire d'une municipalité régionale de comté, le ministre des Affaires municipales transmet la proposition de plan au conseil de cette municipalité dans le cadre du processus d'élaboration ou de révision du schéma d'aménagement prévu par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1).

Le plan est soumis à l'approbation du gouvernement 90 jours après l'adoption du schéma d'aménagement si aucune demande de modification n'a été adressée à la municipalité ou si la demande de modification ne porte pas sur l'affectation des terres du domaine public.

Si la demande de modification porte sur l'affectation des terres du domaine public, le plan est soumis à l'approbation du gouvernement après l'entrée en vigueur du schéma d'aménagement modifié ou dans les 90 jours de sa transmission, à défaut par la municipalité de donner suite à cette demande.

20. Le plan d'affectation peut être modifié de la même manière qu'il est préparé. Dans le cas d'un plan portant sur des terres comprises dans une municipalité régionale de comté, la modification est approuvée par le gouvernement suite à la réception par le ministre des Affaires municipales d'une résolution du conseil de la municipalité transmise dans les 90 jours de la réception par la municipalité d'une demande de modification transmise par le ministre des Affaires municipales. À défaut de recevoir la résolution dans le délai prévu, le gouvernement approuve la modification.

SECTION IV

ENREGISTREMENT DES DROITS

§ 1.—*Le Terrier*

21. Le ministre constitue et met à jour, dans la forme qu'il détermine, un registre public dénommé « Terrier », dans lequel sont consignés pour fins d'enregistrement lorsqu'il s'agit de terres non cadastrées et pour fins administratives, lorsqu'il s'agit de terres cadastrées, les aliénations, acquisitions, servitudes, locations et tous

droits d'occupation de terres ainsi que les transferts, renouvellements et révocations de droits, de baux ou de permis d'occupation accordés sur ces terres. Lorsqu'il s'agit de terres non cadastrées, cet enregistrement a le même effet qu'un enregistrement fait en vertu du titre XVIII du livre III du Code civil.

De plus, le ministre consigne au registre les transferts de terres faits en vertu des articles 6 à 11.

22. Tout ministre et tout organisme public désigné par le ministre doit transmettre dans un délai de 90 jours, un avis informant le ministre de tout acte d'achat ou de vente, de toutes lettres patentes ou de tout bail, de permis d'occupation ou autres droits d'occupation concédés sur les terres sous son autorité. Cet avis indique les droits accordés ou acquis et identifie la terre sur laquelle ils portent.

23. Toute personne intéressée peut enregistrer un droit réel qui lui a été consenti sur une terre, de même qu'une quittance relative à un droit réel ainsi consenti.

Pour être enregistré, un acte attestant de la constitution de droits réels ou opérant quittance relativement à ces droits doit être en forme authentique et porter minute.

24. L'enregistrement se fait par le dépôt d'une copie de l'acte et sur paiement des droits et frais fixés par le gouvernement par voie réglementaire.

25. Malgré l'article 2082 du Code civil, tout droit réel affectant une terre non cadastrée a effet à compter de son enregistrement à l'encontre de celui qui ne l'a pas été ou qui l'a été subséquent.

Si cette terre est subséquent cadastrée, le détenteur de ce droit réel doit se conformer aux prescriptions du Code civil sur l'enregistrement.

§ 2.—Registre des droits d'exploitation des ressources

26. Le ministre constitue et tient à jour un registre public où sont inscrits sommairement tous les droits d'exploitation des ressources consentis sur une terre, à l'exception des droits consentis en vertu de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) et exemptés de l'enregistrement au bureau de la division d'enregistrement concernée.

Tout ministre autorisé à accorder ces droits d'exploitation transmet au ministre, dans les 30 jours de leur délivrance, un avis indiquant les droits accordés et identifiant la terre sur laquelle ils portent.

CHAPITRE III

OCTROI DES DROITS FONCIERS

SECTION I

ALIÉNATION DES TERRES

§ 1.—*Vente*

27. Le ministre peut vendre les terres sous son autorité ainsi que les bâtiments et améliorations qui s'y trouvent et qui font partie du domaine public, aux conditions et au prix qu'il détermine conformément au règlement adopté à cette fin par le gouvernement.

Il peut, de la même façon, consentir des droits sur ces terres.

28. Le ministre peut vendre des droits superficiaires d'une terre sur laquelle a été consenti un droit en vertu de la Loi sur les mines, sauf si ces droits sont compris dans une concession minière.

Toutefois, les droits superficiaires d'une terre faisant l'objet d'un bail minier ne peuvent être vendus à un tiers que s'ils ne sont pas requis à des fins minières par le titulaire du bail minier.

29. La vente d'une terre peut être faite par la délivrance de lettres patentes ou par acte notarié portant minute.

Tout autre droit réel consenti sur une terre doit être fait par acte notarié portant minute.

§ 2.—*Cession à titre gratuit*

30. Le ministre peut, par la délivrance de lettres patentes, céder à titre gratuit des terres sous son autorité pour un usage d'utilité publique prévu par le gouvernement par voie réglementaire pourvu que cet usage soit exprimé dans les lettres patentes.

31. Une cession à titre gratuit devient irrévocable 30 ans à compter de la date des lettres patentes.

Toutefois, la cession à titre gratuit d'une terre à une municipalité pour la construction ou l'amélioration d'une voie publique est irrévocable à compter de la date des lettres patentes.

Le présent article s'applique également à toutes les cessions faites à titre gratuit par la délivrance de lettres patentes avant le (*indiquer*

ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi), comme s'il avait été en vigueur à la date de la délivrance des lettres patentes.

32. Si l'usage qui est fait d'une terre cédée n'est pas celui prévu dans les lettres patentes, le titulaire doit en informer le ministre.

Si l'usage qui est fait d'une terre cédée n'est pas un usage d'utilité publique prévu par un règlement adopté en vertu du paragraphe 2° de l'article 63, le titulaire doit rétrocéder cette terre au ministre.

33. Le ministre peut, à la demande du titulaire, modifier des lettres patentes pour substituer à l'usage qui y est exprimé un autre usage d'utilité publique prévu par le gouvernement par voie réglementaire en vertu du paragraphe 2° de l'article 63.

§ 3.—*Effet des lettres patentes*

34. Les lettres patentes délivrées sous la signature du ministre ont le même effet que si elles étaient délivrées et signées par le lieutenant-gouverneur et le Procureur général sous le grand sceau.

Ces lettres patentes sont enregistrées par le ministre de la Justice, en sa qualité de registraire du Québec.

35. Le ministre peut, sauf s'il y a contestation par un tiers ayant des droits sur la terre visée, annuler des lettres patentes afin d'en délivrer d'autres rectifiées, portant la date de celles qui ont été annulées, si elles ont été délivrées en faveur d'une personne qui n'y a pas droit ou si elles comportent une erreur de superficie ou de désignation de la terre visée, une erreur de nom du titulaire ou quelque autre erreur matérielle.

36. S'il est possible de rectifier les lettres patentes sans les annuler, le ministre peut apporter les rectifications requises et en donner avis au registraire du Québec pour que mention en soit faite à leur enregistrement.

37. Les lettres patentes sont valablement délivrées à la demande d'un requérant qui ne peut fournir une preuve suffisante de ses titres en se servant des termes suivants : « aux représentants légaux de (*nom de l'acquéreur originaire*) ».

Dans le présent article, on entend par « représentants légaux » toute personne qui peut avoir un droit à la propriété.

§ 4.—*Réserves*

38. Depuis le 1^{er} juin 1884, les ventes et les cessions de terres sont sujettes à une réserve en pleine propriété en faveur du Québec, de 60 mètres et 350 millièmes en profondeur des terres bordant les rivières et les lacs non navigables du Québec.

À compter du 1^{er} janvier 1970, les ventes et les cessions de terres sont sujettes à une réserve, en pleine propriété en faveur du Québec, de 60 mètres et 350 millièmes en profondeur des terres bordant toutes les rivières et tous les lacs du Québec.

À compter du 22 décembre 1977, les ventes et les cessions de terres sont sujettes à une réserve, en pleine propriété en faveur du Québec, de 60 mètres en profondeur des terres bordant toutes les rivières et tous les lacs du Québec.

Cependant, le ministre peut vendre, céder gratuitement, louer ou échanger en totalité ou en partie la réserve résultant de l'application du présent article aux conditions et prix déterminés par le gouvernement par voie réglementaire.

39. Toute vente ou concession d'une terre adjacente à la ligne frontalière entre le Canada et les États-Unis d'Amérique, ou entre le Québec et une province, faite ou consentie après le 15 février 1924, comporte de plein droit en faveur du Québec, une réserve en pleine propriété de la partie de ce terrain située à moins de 18 mètres et 288 millièmes de la ligne et de plus, l'interdiction d'ériger des bâtiments ou de faire des travaux sur cette partie de terre.

La réserve visée au premier alinéa est de 18 mètres dans le cas d'une vente ou concession faite ou consentie après le 22 décembre 1977.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas dans le cas de vente ou concession pour des fins de construction de chemin de fer, d'aqueduc, de ponts, de canaux, de fossés et d'autres travaux d'un caractère public, non plus qu'aux travaux et à l'érection des bâtiments nécessaires à leur exploitation.

SECTION II

UTILISATIONS PRIVATIVES

§ 1.—*Location*

40. Le ministre peut louer les terres qui sont sous son autorité ainsi que les bâtiments et améliorations qui s'y trouvent et qui font partie

du domaine public, aux conditions et prix qu'il détermine conformément au règlement adopté à cette fin par le gouvernement.

41. Le ministre peut louer des droits superficiaires d'une terre sur laquelle a été consenti un droit en vertu de la Loi sur les mines, sauf si ces droits sont compris dans une concession minière.

Toutefois, les droits superficiaires d'une terre faisant l'objet d'un bail minier ne peuvent être loués à un tiers que s'ils ne sont pas requis à des fins minières par le titulaire du bail minier.

42. Le locataire d'une terre peut intenter toute action ou poursuite contre celui qui l'occupe illégalement ou qui y commet des empiètements; il peut également recouvrer contre celui-ci tous les dommages qu'il a subis.

§ 2.—*Occupation provisoire*

43. Le ministre peut, conformément au règlement adopté à cette fin par le gouvernement, autoriser l'occupation provisoire d'une terre sous son autorité par une personne qui lui en fait la demande et, à cette fin, délivrer à cette personne un permis d'occupation.

§ 3.—*Terres réservées aux Indiens*

44. Le gouvernement peut réserver et affecter, en faveur des diverses bandes indiennes du Québec, l'usufruit des terres désignées à cette fin par le ministre.

45. L'usufruit des terres ainsi désignées par le ministre est transféré gratuitement, aux conditions déterminées par le gouvernement, au gouvernement du Canada, pour être administré par ce dernier en fidéicomis pour ces bandes indiennes.

Cet usufruit est incessible et les terres qui y sont sujettes font retour au gouvernement à compter du jour où les Indiens, auxquels elles ont été attribuées par le gouvernement du Canada, les abandonnent par un acte de cession.

Les droits miniers ne sont pas compris dans cette affectation, malgré l'absence de mention à cet effet.

CHAPITRE IV

CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES TERRES

SECTION I

ACCÈS

46. Toute personne peut passer sur les terres du domaine public, sauf dans la mesure prévue par une loi ou par un règlement du gouvernement.

47. Nul ne peut séjourner, ni ériger ou maintenir un bâtiment ou un ouvrage sur une terre sans une autorisation du ministre ayant l'autorité sur cette terre. Cette autorisation n'est pas requise dans l'exercice d'un droit, l'accomplissement d'un devoir imposé par une loi ou dans la mesure prévue par le gouvernement par voie réglementaire.

48. Nul ne peut construire sur une terre, un chemin autre qu'un chemin forestier ou minier, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du ministre et, en milieu forestier celle prévue à l'article 30 de la Loi sur les forêts (1986, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi* 150).

49. Le titulaire de l'autorisation ministérielle doit se conformer aux règlements du gouvernement concernant la localisation, la construction, l'entretien et l'utilisation des chemins.

Le gouvernement peut, par voie réglementaire, appliquer à ces chemins les dispositions relatives à la circulation ou à la sécurité contenues au Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1).

50. Tout chemin construit sur le domaine public en fait partie.

51. Toute personne peut circuler sur un chemin construit conformément à l'article 48, sous réserve des règlements adoptés en vertu des paragraphes 6° et 7° de l'article 63.

L'accès à un chemin peut toutefois être restreint ou interdit par le ministre pour des raisons d'ordre public.

52. Aucun recours en dommages-intérêts ne peut être exercé par un usager en raison d'un défaut de construction, d'amélioration ou d'entretien d'un chemin.

SECTION II

OCCUPATION OU UTILISATION ILLÉGALE

53. Le ministre qui a l'autorité sur une terre peut, par requête signifiée à toute personne qui occupe sans droit une terre, demander à un juge de la Cour supérieure un ordre dans la forme d'un bref de possession.

Cette requête, accompagnée d'un avis de présentation d'au moins 6 jours francs, doit être entendue sommairement dans le district où la terre est située.

54. Sur preuve satisfaisante, le juge ordonne à la personne de délaisser la terre et d'en livrer la possession au ministre. De plus, il ordonne la remise en état des lieux et, à défaut, autorise le ministre qui en a l'autorité à faire effectuer les travaux requis aux frais de l'intimé.

Cette ordonnance a le même effet qu'un bref de possession et elle est exécutée de la même manière qu'un bref sur action en éviction ou action possessoire.

Le dixième jour suivant la date où le jugement devient exécutoire, tous les biens qui font l'objet du jugement sont dévolus, sans indemnité et en pleine propriété, au domaine public. Ce ministre peut renoncer à cette dévolution aux conditions qu'il détermine.

55. Le ministre qui a l'autorité sur une terre peut prendre possession sans indemnité et disposer d'un bâtiment érigé sans droit sur cette terre et dont le propriétaire lui est inconnu.

Cette prise de possession ne peut cependant avoir lieu avant l'expiration d'un délai de 6 mois à compter du jour où un avis à cet effet a été affiché sur le bâtiment en cause.

En plus d'énoncer l'effet du présent article, cet avis doit identifier le représentant du ministre à qui le propriétaire peut s'adresser, le cas échéant, pour faire des représentations à l'encontre de cette prise de possession.

CHAPITRE V

RÉVOCATION DES DROITS

56. Si un acquéreur, un cessionnaire, un occupant ou un locataire d'une terre ou son ayant droit a enfreint ou négligé d'accomplir une

des conditions d'une vente, d'une cession, d'un bail ou d'un permis d'occupation, le ministre peut exiger que les correctifs soient apportés dans un délai qu'il fixe et, à défaut, imposer des sanctions qui peuvent aller jusqu'à la révocation de la vente, de la cession, du bail ou du permis.

57. La révocation opère confiscation de toutes les impenses et améliorations faites sur la terre. Toutefois, le ministre peut rembourser ces impenses ou indemniser celui qui a fait des améliorations dans les cas et dans la mesure où l'équité le requiert.

58. Le ministre peut révoquer la vente, la cession, le bail ou le permis d'occupation s'il a été fait ou émis par erreur ou lorsque l'intérêt public l'exige. Toutefois, le ministre doit indemniser le détenteur du titre d'occupation pour le préjudice qu'il subit en raison de cette révocation si les conditions prévues au titre ont été respectées.

59. Le ministre ne peut révoquer un droit sans aviser la personne visée par courrier certifié, à la dernière adresse apparaissant à son dossier.

De plus, cet avis doit, dans les cas de révocation de lettres patentes, paraître dans un journal publié dans la région où est située la terre et être affiché dans un endroit public de cette région.

L'avis doit contenir la mention que la révocation pourra être faite après l'expiration de 30 jours à compter de sa publication et que la personne visée peut faire valoir son point de vue pendant ce délai au représentant du ministre qui y est identifié.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS PÉNALES

60. Toute personne qui séjourne sur une terre en contravention de l'article 47 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 50 \$ à 200 \$.

En cas de récidive dans les deux ans de la condamnation pour une infraction à la même disposition, le contrevenant est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 100 \$ à 400 \$.

61. Toute personne qui érige ou maintient une construction sur une terre en contravention de l'article 47 ou qui construit un chemin sans l'autorisation du ministre qui en a l'autorité, en contravention de l'article 48, est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 100 \$ à 500 \$.

En cas de récidive dans les deux ans de la condamnation pour une infraction à la même disposition, le contrevenant est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 200 \$ à 1 000 \$.

Lorsqu'une infraction visée au premier alinéa a duré plus d'un jour, on compte autant d'infractions qu'il y a de jours ou de parties de jour pendant lesquels elle a duré.

Malgré le paragraphe 2° de l'article 17 de la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15), ces infractions peuvent être décrites dans un seul chef.

62. Toute poursuite est intentée conformément à la Loi sur les poursuites sommaires.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

63. Le gouvernement peut, par voie réglementaire :

1° fixer les droits et les frais exigibles pour l'enregistrement de droits au terrier ;

2° déterminer les conditions générales et les règles de calcul des prix, des loyers, des droits ou des autres frais applicables aux ventes, aux locations, aux échanges, aux cessions à titre gratuit et aux permis d'occupation de terres ;

3° prévoir les usages d'utilité publique pour lesquels une cession gratuite des terres relevant de l'autorité du ministre peut être faite ;

4° déterminer les circonstances où l'accès aux terres peut être prohibé et les normes et conditions suivant lesquelles l'accès peut s'exercer ;

5° établir les normes et déterminer les circonstances et conditions où une personne peut séjourner sur les terres et assujettir cette autorisation aux règles qu'il détermine ;

6° établir des normes relatives à la localisation, la construction, l'entretien et l'utilisation des chemins autres que les chemins forestiers ou miniers ;

7° établir des normes relatives au droit de circulation sur les chemins visés au paragraphe 6° pour la sécurité des usagers et la protection des chemins ;

8° établir des règles de calcul de la contribution qui peut être imposée le cas échéant aux usagers d'un chemin visé au paragraphe 6° par celui qui en assume les coûts de construction ou d'entretien.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

64. Le ministre avise les municipalités intéressées par l'octroi, la révocation, la correction ou l'annulation de lettres patentes, de toute location ou de tout permis d'occupation portant sur une terre.

À compter de l'avis, cette terre n'est plus portée au rôle d'évaluation.

De plus, le ministre avise les registrateurs des divisions d'enregistrement intéressées.

65. La présente loi remplace les articles 1 à 3 et 7 à 65 de la Loi sur les terres et forêts (L.R.Q., chapitre T-9).

66. Les lettres patentes et les permis délivrés, les contrats conclus et tous droits consentis en vertu des articles 7 à 65 de la Loi sur les terres et forêts demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient abrogés, modifiés ou renouvelés en vertu de la présente loi.

67. À moins que le contexte ne s'y oppose, partout dans une autre loi, un règlement, un arrêté en conseil, un décret, un contrat ou un autre acte juridique où l'on retrouve les expressions «terre de la Couronne», «terre publique» ou «terre domaniale», elles sont remplacées par l'expression «terre du domaine public».

68. L'article 16 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 1°, du texte suivant:

«notamment, la proposition de plan d'affectation préparée par le ministre de l'Énergie et des Ressources conformément à l'article 17 de la Loi sur les terres du domaine public (1986, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi* 102)».

69. L'article 27 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot «publics», de ce qui suit: «ou le plan d'affectation préparé par le ministre de l'Énergie et des Ressources conformément à l'article 17 de la Loi sur les terres du domaine public».

70. L'article 29 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne du premier alinéa, après le mot « orientations », des mots, « au plan d'affectation ».

71. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 48, du suivant:

« **48.1** Lorsque le gouvernement a approuvé une modification au plan d'affectation des terres du domaine public comprises dans une municipalité régionale de comté conformément à l'article 20 de la Loi sur les terres du domaine public, le ministre peut, s'il estime que le schéma d'aménagement ne respecte pas le plan d'affectation modifié, demander au conseil de cette municipalité de modifier le schéma. Les articles 27 à 30 s'appliquent à cette demande en faisant les adaptations nécessaires. ».

72. Le paragraphe 2° de l'article 8 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1) est remplacé par le suivant:

« 2° de l'article 47 de la Loi sur les terres du domaine public (1986, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi 102*); ».

73. Le paragraphe 2° de l'article 12 de la Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources (L.R.Q., chapitre M-15.1) est remplacé par le suivant:

« 2° la gestion des terres du domaine public, conformément à la Loi sur les terres du domaine public (1986, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi 102*); ».

74. Le paragraphe 5° de l'article 12 de cette loi est remplacé par le suivant:

« 5° la construction et l'entretien de chemins sur les terres du domaine public; ».

75. Les articles 13, 14 et 17 de cette loi sont abrogés.

76. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 17, de l'article suivant:

« **17.1** Tout employé du ministère peut, dans l'exercice de ses fonctions, entrer et passer à toute heure raisonnable sur une terre privée.

Il doit, sur demande, s'identifier et exhiber le certificat signé par le ministre attestant sa qualité. ».

77. Le paragraphe 2° de l'article 1 de la Loi sur les terres publiques agricoles (L.R.Q., chapitre T-9.1) est remplacé par le suivant:

« 2° mise sous l'autorité du ministre après le [*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la Loi sur les terres du domaine public* (1986, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi 102*)] en vertu de l'article 6 de la Loi sur les terres du domaine public (1986, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi 102*); ».

78. L'article 13 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **13.** L'article 39 de la Loi sur les terres du domaine public s'applique à une terre non concédée. ».

79. L'article 45 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **45.** L'article 39 de la Loi sur les terres du domaine public s'applique à une terre concédée après le 15 février 1924. ».

80. Un renvoi aux articles 1 à 3 et 7 à 65 de la Loi sur les terres et forêts est un renvoi aux dispositions correspondantes de la présente loi.

81. Le ministre de l'Énergie et des Ressources est responsable de l'application de la présente loi.

82. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par le gouvernement.

TABLE DES MATIÈRES

		<i>Articles</i>
CHAPITRE I	CHAMP D'APPLICATION	1
CHAPITRE II	ADMINISTRATION DES TERRES	2 à 26
Section I:	Autorité et transferts	2 à 11
Section II:	Identification des terres	12 à 16
Section III:	Plan d'affectation des terres	17 à 20
Section IV:	Enregistrement des droits	21 à 26
	§ 1.— <i>Le Terrier</i>	21 à 25
	§ 2.— <i>Registre des droits d'exploitation des ressources</i>	26
CHAPITRE III	OCTROI DES DROITS FONCIERS	27 à 45
Section I:	Aliénation des terres	27 à 39
	§ 1.— <i>Vente</i>	27 à 29
	§ 2.— <i>Cession à titre gratuit</i>	30 à 33
	§ 3.— <i>Effet des lettres patentes</i>	34 à 37
	§ 4.— <i>Réserves</i>	38 et 39
Section II:	Utilisations privatives	40 à 45
	§ 1.— <i>Location</i>	40 à 42
	§ 2.— <i>Occupation provisoire</i>	43
	§ 3.— <i>Terres réservées aux Indiens</i>	44 et 45
CHAPITRE IV	CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES TERRES	46 à 55
Section I:	Accès	46 à 52
Section II:	Occupation ou utilisation illégale	53 à 55
CHAPITRE V	RÉVOCATION DES DROITS	56 à 59
CHAPITRE VI	DISPOSITIONS PÉNALES	60 à 62
CHAPITRE VII	DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES	63
CHAPITRE VIII	DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES	64 à 82